

LA SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE

enjeu démocratique central pour les populations du monde

Introduction

La souveraineté, c'est le droit de décider, sans avoir de comptes à rendre à personne. **Le souverain, c'est celui qui décide, librement.** Le plus souvent, ce pouvoir de décider est lié (directement ou indirectement) à la force, à la puissance armée : la plupart des vraies sociétés démocratiques (la cité-État d'Athènes, les navires pirates, la fédération des Indiens d'Amérique, etc.) étaient composées de citoyens armés, capables de se défendre et d'imposer leur volonté collective.

La légitimité, c'est le mérite reconnu par tous, admis par le groupe. Question importante : le souverain est-il légitime quand il est reconnu, admis, par la collectivité à laquelle il participe ? Ou bien le souverain est-il légitime par le seul fait qu'il a décidé d'être souverain, sans avoir besoin de l'aval de personne d'autre que lui ? C'est toujours l'état du *rapport de forces* qui permettra de trancher cette question. **Le souverain n'a pas besoin d'être légitime : il est fort, donc il décide, seul.** Ce principe théorique, qui est aussi un constat pratique, est aussi bien valable pour un chef d'armée victorieux que pour une communauté soudée, rendue forte par la conscience de son unité et de ses biens communs.

La question de la légitimité conduit chacun à se demander ce qui est le meilleur choix : souveraineté **individuelle** (de chaque homme, individuellement libre par essence) ? ou souveraineté **collective** (de chaque groupe d'hommes, libres parce qu'ils s'unissent) ? ou **les deux**, selon le cas ?

En démocratie, le *demos* exerce lui-même le *cratos*, le peuple exerce le pouvoir, le peuple décide ce qui lui semble bon. **En démocratie, c'est le peuple qui est le souverain. En démocratie, le peuple n'a pas raison ou tort, le peuple décide, point.** Une démocratie digne de ce nom est cette organisation politique où la communauté humaine décide que **les décisions collectives se discutent et se votent collectivement** au sein du peuple : **un homme = une voix pour voter les lois** (et pas pour élire des maîtres, comme l'impose l'actuel « gouvernement représentatif » institué de force par des « élus » : l'élection est par définition antidémocratique ; mais c'est un autre sujet). **En démocratie, la souveraineté est donc collective, partagée** : chaque individu est souverain, mais partiellement.

La monnaie est un signe qui porte une reconnaissance de dette de la société envers ceux qui ont travaillé et créé pour elle des richesses utiles (matérielles ou pas). La monnaie est une masse de **bons de travail**. Et c'est sans doute le devoir universel de travailler (pour que chacun contribue au mieux à la vie commune) qui conduit à voir les signes monétaires comme **des jetons de valeur**, reconnus et acceptés par tous en échange des richesses, qui circulent ainsi de main en main grâce à la monnaie, **étalon de valeur, équivalent universel** permettant de rendre commensurables des valeurs incommensurables. Avec la division du travail (la spécialisation des humains) qui nous rend interdépendants, l'échange est devenu vital, et les signes monétaires, moyen de nos échanges, sont devenus également vitaux, comme le sang est vital dans un organisme : il en faut, et il n'en faut ni trop, ni trop peu. **Il faut pouvoir en créer quand la société en manque (quand il n'y a pas de travail pour tout le monde), et en détruire quand la société en a trop (quand les prix augmentent trop vite).**

De la même façon que la souveraineté politique est le droit de décider politiquement, **la souveraineté monétaire est le droit de décider en matière de monnaie** : faut-il en créer ? à qui la donner ? à quel prix ? en échange de quoi ? faut-il en détruire ? etc.

On doit expliquer (I) **pourquoi** la souveraineté monétaire est un domaine d'étude fondamental et décisif, avant d'examiner (II) **comment** la souveraineté monétaire s'exerce aujourd'hui et devrait s'exercer demain.

A. POURQUOI se préoccuper de la souveraineté monétaire

La simple réflexion (théorique) montre que les enjeux (A) de la souveraineté monétaire sont considérables ; et l'observation historique (pratique) confirme ce que prédit l'analyse : les puissants du moment aspirent depuis toujours à devenir le souverain monétaire (B) :

1. LES ENJEUX pour la société de la souveraineté monétaire sont considérables

a) **LA DETTE EST UN OUTIL DE DOMINATION, un outil d'asservissement, depuis la nuit des temps. LE SOUVERAIN DE LA MONNAIE NE PEUT PAS ÊTRE ENDETTÉ.**

Le souverain monétaire n'est jamais endetté ; il restera libre, indépendant.

La « dette publique » est une construction politique, un outil d'asservissement de l'État aux caprices d'une bande d'individus trop riches, dangereux pour le bien commun du seul fait de leur richesse.

L'expression « dette publique » est un oxymore pour un démocrate, une situation inacceptable, injustifiable, c'est l'aveu d'un sabotage de la souveraineté monétaire publique par des « représentants » qui ont, un jour maudit, abandonné cette souveraineté monétaire (à leurs maîtres) alors qu'elle ne leur appartenait pas.

b) **CELUI QUI PEUT DÉCIDER CE QUI PEUT ÊTRE FINANCÉ (ET CE QUI NE PEUT PAS L'ÊTRE) DÉCIDE DE L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ : s'il n'est pas contrôlé par la société, il en sera le maître.**

Celui qui a le droit de décider de financer les projets (ou de ne pas les financer) est celui qui décide tout court : c'est lui le souverain. Donc, c'est lui qui oriente l'avenir de la société ; c'est lui qui dit ce qui pourra advenir et ce qui ne pourra pas advenir. **La souveraineté politique dépend de la souveraineté monétaire** ; du point de vue du bien commun, **c'est folie de dissocier les deux souverainetés — politique et monétaire — elles vont de pair**, l'une ne va pas sans l'autre : celui qui croit être souverain en politique en acceptant de devoir obtenir l'accord d'une banque pour financer ses décisions se trompe : le souverain, ce n'est pas lui, c'est le banquier. Il n'est **pas de souveraineté politique possible sans souveraineté monétaire**.

C'est pour cela qu'il est très important pour une communauté humaine de réfléchir à cette question (et de décider de façon éclairée) « **qui décide en matière monétaire ?** » : chaque individu ? La collectivité des individus (directement) ? Une assemblée de représentants élus par les individus ? Des « experts » en techniques monétaires ? Cette question est-elle technique ou politique ? Chacun doit se poser ces questions.

Si la souveraineté monétaire est exercée par les banques commerciales, les politiques publiques serviront prioritairement les intérêts des banques commerciales (leurs profits privés), aux dépens de l'intérêt général : la société devient un camp de travaux forcés au service d'une bande privilégiée.

Pour mener des politiques publiques qui servent le bien commun, il faut éviter que la souveraineté monétaire soit confiée à des agents qui pourront toujours préférer servir leur intérêt particulier plutôt que l'intérêt général, il faut que la souveraineté monétaire soit exercée par des puissances publiques sous contrôle citoyen (et surtout pas « indépendantes » des citoyens) : conseils municipaux, assemblées régionales, nationales...

2. L'HISTOIRE des souverains monétaires est l'histoire DE LA RECHERCHE DU POUVOIR

a) D'abord les chefs de guerre, les vainqueurs devenus SEIGNEURS, ROIS OU EMPEREURS, veulent créer la monnaie pour exercer leur domination

Ce sont les princes, chefs de bandes armées devenus seigneurs, rois ou empereurs, qui ont inventé les pièces de monnaie comme moyen pratique pour rançonner durablement les sociétés conquises : « mes soldats te paieront le fruit de ton travail avec ces pièces qui sont les seules que j'accepterai à la fin de l'année pour payer tes impôts (que tu devras payer sous peine de prison) ».

On peut ici développer avec les meilleurs exemples relevés par Mathieu dans son dossier *Histoire de la monnaie*.

b) Ensuite, LES BANQUIERS (les grands marchands d'argent) aspirent à créer eux aussi la monnaie pour ne plus jamais rien craindre de personne

Ce sont ensuite les plus riches marchands qui se sont ingéniés à inventer des formes de monnaie (les lettres de change endossables, puis le crédit sans réserve, puis les billets de banques, puis la monnaie scripturale généralisée et imposée par l'État) dont ils puissent être les maîtres.

Riches à millions, ces grands privilégiés ne se sont pas contentés de partager la souveraineté monétaire avec les princes, ils en ont rapidement recherché le monopole, et ils ont progressivement corrompu les législateurs (du monde entier) pour devenir finalement les seuls à disposer en droit du pouvoir légal de créer la monnaie.

Par exemple, la création en 1800 de **la Banque dite « de France » par Napoléon**, BDF confiée à de grands banquiers, en retour d'ascenseur pour avoir aidé le tyran à accéder au pouvoir, avec bientôt le monopole de la production des « billets de banque » (avec peine de mort pour les contrefacteurs !), obligation pour tous d'accepter ces billets en paiement (cours forcé), ainsi que le droit de collecter les sommes provenant des impôts et d'en faire fructifier les montants, mais aussi l'indépendance totale par rapport au gouvernement ! On voit bien que l'absolue domination bancaire actuelle sur la société a pris appui pendant des siècles sur la complicité active de gredins parvenus (par force ou par ruse) au pouvoir de faire les lois. L'enjeu cardinal de la souveraineté monétaire n'est pas ignoré par tout le monde ; pour certains, c'est le jackpot définitif.

Autre exemple, celui de la loi américaine de 1913 qui a créé **la Fed**, « Réserve Fédérale Américaine » (encore un nom trompeur pour une institution commerciale qui n'est ni une réserve, ni fédérale ni américaine...), outil totalement privé de création monétaire privée louant sa monnaie privée aux Américains (au prix de 6% par an). Il n'est pas inutile de remarquer que c'est la même année maudite, 1913, qu'a été imposé aux Américains **l'impôt sur le revenu** (pourtant inconstitutionnel) qui allait permettre à l'État américain de rançonner ses citoyens pour pouvoir payer les intérêts désormais dus à la Fed (pour simplement disposer de nouveaux dollars évidemment faciles à produire). On peut aussi remarquer qu'il n'a pas fallu attendre longtemps (1914) pour voir éclater la première **guerre mondiale**, interminable boucherie, financée sans limite par la Fed, qui a prêté à tous les pays en guerre des montagnes de dollars qu'elle n'avait pas mais qu'elle avait le droit de d'imprimer à gogo et qui ont permis de massacrer les soldats jusqu'au dernier. Auparavant, les guerres s'arrêtaient une fois les coffres du prince vidés. Le vol de la souveraineté monétaire par les banquiers a créé la possibilité des gigantesques massacres commencés au 20^{ème} siècle — et ce n'est pas fini.

Autre exemple important : en « Union européenne », l'article 104 du traité de Maastricht en 1992, devenu **l'art. 123 du TFUE, interdit carrément aux États et à toutes les administrations publiques de créer de la monnaie**. Toutes les puissances publiques européennes, locales et nationales, doivent désormais s'endetter en empruntant aux banques commerciales (et aux milliardaires) l'argent dont elles ont besoin pour servir le bien commun, en payant aux « marchés financiers », ces nouveaux saigneurs de la finance, un intérêt non nécessaire et ruineux.

La dette comme outil d'asservissement, depuis toujours, aussi bien des personnes privées que des institutions publiques. Là aussi, on voit bien que la souveraineté monétaire est un enjeu central pour tous ceux qui veulent bien y réfléchir un peu. Seuls les sots (ou les très mal informés) renoncent à réfléchir personnellement à ce fondement des libertés publiques.

c) Ensuite, LES PLUS PUISSANTS (multinationales et milliardaires) ont milité pour qu'on les autorise à créer librement leurs monnaies privées pour devenir autonomes

Le courant « libertarien » (au sein duquel on trouve « l'école autrichienne ») défend **la liberté à tout crin**, y compris la liberté pour chacun d'émettre librement de la monnaie, comptant sur « le libre marché » pour sélectionner naturellement les meilleures monnaies parmi la multitude de monnaies privées.

La plupart des esprits éclairés ont rapidement repéré, dans cette exigence apparemment vertueuse et humaniste, **le projet « des renards libres dans un poulailler libre »**... Ce projet n'a évidemment rien à voir avec le bien commun. Chacun doit y réfléchir en son for intérieur.

On retrouve, là encore, cette aspiration — semble-t-il universelle chez tous ceux qui rêvent de domination — à devenir « le souverain monétaire ». Ces faits historiques, qui convergent depuis des siècles, devraient pousser les simples citoyens d'aujourd'hui à se réveiller et à se poser des questions sur leurs propres projets :

d) Dans la ligne de cette perspective historique, et pour éviter toute forme de domination, c'est logiquement que LES POPULATIONS devraient, elles aussi, aspirer à devenir le souverain monétaire

Les populations qui aspirent à la non-domination, qui rêvent d'une organisation démocratique rendue indépendante des puissances d'argent (comme disaient les membres du CNR à la Libération), feraient bien de se préoccuper pour elles, collectivités mues par l'intérêt général, de l'institution populaire de la souveraineté monétaire publique.

Il est temps d'entre un peu plus dans le détail des modalités pratiques de la souveraineté monétaire :

B. COMMENT la souveraineté monétaire s'exprime-t-elle concrètement

Il est utile de connaître les différents pouvoirs (A) du souverain monétaire, et la question du partage (B) de la souveraineté devrait aussi être étudiée.

1. Les différents POUVOIRS du souverain monétaire

Chacun des pouvoirs sera l'occasion de donner deux exemples : l'un pour illustrer la catastrophe actuelle du racket de la société par les banques ; et l'autre pour illustrer un projet de société plus conforme au bien commun (rendre possibles la paix, la justice, et la prospérité en les finançant) sous contrôle citoyen :

a) Le souverain décide (ou pas) de CRÉER de la nouvelle monnaie

Actuellement :

Idéalement :

b) Le souverain fixe le prix de la monnaie : L'INTÉRÊT

Actuellement :

Idéalement :

c) Le souverain décide de L'AFFECTATION de la monnaie nouvelle aux projets qu'il juge utiles

Actuellement :

Idéalement :

d) Le souverain décide de la DESTRUCTION de monnaie par l'impôt

Actuellement :

Idéalement :

e) Le souverain décide des outils de CIRCULATION (moyens de paiement) et de STOCKAGE de la monnaie (INDEXATION de tous les contrats sur les prix)

Actuellement :

Idéalement :

2. Peut-on (et doit-on) PARTAGER la souveraineté monétaire ?

Beaucoup d'auteurs ont souligné que **la souveraineté ne se partage pas**. À chacun d'y réfléchir.

On peut penser que **c'est à chaque communauté d'en décider librement**.

Avec sans doute, au surplus, le droit inaliénable de changer d'avis à la lumière de l'expérience.

On peut mettre en valeur deux critères imaginables pour partager la souveraineté : partager comme aujourd'hui la souveraineté entre les autorités publiques et les entreprises privées (A), ou partager demain la souveraineté monétaire entre les différents niveaux d'exercice de la souveraineté (B).

On donnera des exemples pour chacun de ces choix de répartition.

a) Le partage (actuel, tragique) de la souveraineté monétaire ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ

(1) La souveraineté monétaire privée des banques commerciales (bc) pour produire la monnaie scripturale (95% de la masse monétaire)

Aujourd'hui, ce sont les banquiers privés (il n'y a pas si longtemps, on les appelait les usuriers) qui rendent tous les arbitrages pour financer (ou pas) les projets des individus et des collectivités.

Quand vous allez voir la BNP pour lui emprunter 100 000 €, **le banquier n'a pas cette monnaie, mais** cela ne l'empêche pas de vous dire « oui » car **il va créer cette monnaie** (ou plutôt cette *promesse* de monnaie, mais pour nous c'est pareil : cette promesse, c'est du pouvoir d'achat, aussi réel que celui des billets) :

1. en notant (au passif de son bilan) sa dette de 100 000 € à votre profit (ça, la dette de la banque, payable tout de suite, c'est de **la monnaie**),
2. en notant en face (à l'actif de son bilan) votre dette (payable plus tard) 100 000 € (ça, votre dette envers la banque, payable plus tard, c'est **la contrepartie de la monnaie**),
3. et puis en notant, en plus, votre deuxième dette, au chapitre des intérêts (à l'actif de son bilan d'abord, puis à son compte de résultat quand vous aurez payé), soit environ 100 000 € encore (!) si le prêt est sur 25 ans par exemple (ça, c'est **le seigneurage**, c'est le revenu du souverain monétaire, payé à ne rien faire, revenu sans cause ruineux quand le souverain monétaire est privé, **intérêt appelé « usure » depuis toujours et interdit comme péché mortel criminel par toutes les religions du monde depuis des millénaires**, mais qui n'est plus interdit, on le comprend, depuis que les banquiers ont pris le pouvoir législatif, grâce à la procédure antidémocratique de l'élection qui permet d'acheter les élus, littéralement, en les aidant à être élus).

C'est donc un pouvoir considérable sur tous nos choix économiques (privés et publics), ainsi qu'un moyen d'enrichissement personnel faramineux, qu'ont ainsi accaparé les banquiers. Ce pouvoir s'appelle la souveraineté monétaire.

Or, pour financer ou pas un projet, le critère ultime de ces entreprises commerciales est leur propre profit, et pas du tout l'intérêt général (dont, à l'évidence, elles se fichent éperdument).

Cette situation de soumission de tous au profit de quelques privilégiés n'est absolument pas justifiable. Et le fait que ce soit légal ne prouve pas que ce soit légitime : cette organisation est le fruit d'une très ancienne **corruption**, et pas du tout le fruit d'une réflexion éclairée et acceptée par les populations asservies aux banquiers.

Un des effets désastreux (mais pas le seul) de cette souveraineté monétaire essentiellement privée est **le lien imbécile que chacun peut constater entre la masse monétaire (et donc le chômage, l'inflation) et... notre humeur...** Pour résumer : quand nous sommes heureux nous avons trop de monnaie, et quand nous sommes tristes, nous manquons de monnaie (alors qu'on a plus besoin que jamais de monnaie dans ces moments difficiles). Comment cela fonctionne-t-il ? Quand l'ambiance de la société est optimiste, en période de prospérité, tout le monde devient insouciant (comme des moutons), tout le monde fait des paris audacieux sur l'avenir (aussi bien les emprunteurs que les prêteurs), on prend des risques inconsidérés et les crédits se multiplient, **la masse monétaire augmente**, les prix montent, **les risques de faillite aussi**, le chômage baisse... Mais tout le monde sachant que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel et que les meilleures choses ont une fin, tout le monde s'attend à un retournement de tendance. Si bien que, quand ce retournement arrive, à l'occasion de n'importe quel accident inquiétant et médiatisé, les marchés s'inversent brutalement, l'ambiance passe au pessimisme, il n'y a subitement plus d'acheteurs (chacun reporte à plus tard ses dépenses, comme les autres, comme un mouton), il n'y a plus d'emprunteurs, il n'y a plus de prêteurs non plus d'ailleurs (les banquiers deviennent eux aussi craintifs), tout le monde a peur, il n'y a plus de nouveaux crédits, **la masse monétaire diminue** (car les remboursements, eux, continuent invariablement à détruire de la monnaie), l'inflation ralentit, les risques se réalisent, les faillites adviennent, **le chômage augmente...**

C'est complètement idiot, mais c'est inévitable si l'on prive les collectivités de la souveraineté monétaire : **les marchés sont tous procycliques, moutonniers**, aucun acteur privé n'est capable d'arrêter un cercle vicieux en ayant un comportement contracyclique. **Les seuls acteurs capables d'interrompre la spirale du chômage seraient les puissances publiques** (nationale et locales). Mais voilà qu'on leur a précisément interdit de créer de la monnaie, même au moment où tout le monde en a évidemment besoin.

Tout ça est conçu en dépit du bon sens, pas du tout en vue du bien commun, mais en vue du bien des grands marchands. C'est extravagant. Et ce vol aux peuples de leur souveraineté monétaire (par les plus grands marchands) ne peut durer que parce que tout le monde s'en fout. Mais quand les gens vont comprendre comment est créée la monnaie, la révolution aura lieu le lendemain.

(2) La souveraineté monétaire publique des Banques centrales (BC) pour produire la monnaie centrale (5% de la masse monétaire, et même bientôt 0% quand les bc auront réussi à faire interdire le cash...)

Aujourd'hui, pour réguler la masse monétaire disponible pour la population, les puissances publiques, à travers leur Banque centrale (BC) quand elle ne leur a pas complètement échappé, sont réduites, en guise de « politiques monétaires », à ne jouer que sur les taux d'intérêts... C'est ridiculement insuffisant ! Il faudrait évidemment que les puissances publiques puissent elles-mêmes, souverainement, créer ou détruire de la monnaie et affecter la monnaie nouvelle aux projets utiles à la société.

Les « économistes » (qui sont le plus souvent des employés de banque, détail que les journalistes oublient bizarrement de préciser en leur tendant le micro) prétendent que l'on peut, en augmentant les taux d'intérêts rendre l'argent plus cher, donc contrarier les investissements en enchérissant les crédits, ralentir l'activité, baisser ainsi la masse monétaire (par la diminution des nouveaux crédits), et donc ralentir l'augmentation des prix (et augmenter le chômage, oublient-ils de préciser)... Les mêmes « économistes » prétendent inversement qu'en baissant les taux d'intérêts, on rend l'argent moins cher et qu'on facilite les crédits, et donc les investissements, augmentant ainsi la masse monétaire (par afflux de nouveaux crédits)... (comme si les entreprises ne s'endettaient qu'en fonction des taux d'intérêt, plutôt qu'en fonction de leurs carnets de commande... On se demande si ces économistes qui ne pensent qu'à « l'offre » de leurs copains grands patrons sont complètement idiots ou si ce sont simplement des crapules secrètement au service des banquiers et des grands patrons).

La puissance publique aurait besoin d'une vraie souveraineté monétaire, et donc du pouvoir de 1) créer elle la monnaie¹ quand elle dépense et 2) de supprimer la monnaie quand elle perçoit l'impôt. C'est la très importante « théorie moderne de la monnaie ». Il faudra consacrer un dossier entier à ce sujet. Les simples citoyens doivent bien connaître cette puissance et prometteuse alternative.

b) Le partage (espéré) de la souveraineté monétaire ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'EXERCICE de l'autorité

Par des exemples, on pourrait ici montrer des manifestations de la souveraineté monétaire intelligemment partagée :

(1) Souveraineté individuelle

RIC monétaire

Monnaies libres

(2) Souveraineté communale

Monnaie locale publique pour financer les projets locaux

(3) Souveraineté régionale

Monnaie locale publique pour financer les projets locaux

(4) Souveraineté nationale

Monnaie publique (monnaie locale si on la regarde sur terre depuis la lune) permettant à la puissance publique d'être *employeur en dernier ressort*.

(5) Souveraineté continentale voire mondiale

Si on respecte bien la subsidiarité (le contrôle quotidien rigoureux des représentants par leur base, de proche en proche jusqu'aux plus hauts niveaux), on peut imaginer sans crainte *une fédération mondiale des communes libres*, organisation réellement démocratique dotée d'une forme de souveraineté monétaire collective sous contrôle citoyen.

¹ au lieu de faire créer la nouvelle monnaie par les banques commerciales pour 1) soit leur emprunter cette monnaie au prix d'une scandaleuse charge d'intérêts, 2) soit espérer naïvement que les banques commerciales vont à leur tour prêter cette monnaie aux agents économiques : les banques commerciales sont cupides, mues par le seul appât du gain, et si le casino de la bourse leur permet de plus grands gains que les prêts ordinaires aux PME et aux particuliers, les banques préféreront jouer au casino, et les PME ne verront jamais la couleur de l'argent donné par la BC aux bc !

Conclusion

Celui qui est le souverain décide du futur. Il rend possible — ou il interdit — les utopies, la prospérité, la justice, la paix.

Le pouvoir de création monétaire donne trop de puissance pour être attribué à quelques personnes privilégiées, c'est trop dangereux pour la société (indépendamment de toute considération de personne, c'est un problème institutionnel) : ces personnes vont d'une part être corrompues par cette hyperpuissance, portées naturellement à se servir de cette puissance prioritairement pour favoriser leurs intérêts personnels au lieu de servir l'intérêt général ; et elles auront, d'autre part, par le fait d'un enrichissement insensé, le pouvoir terrifiant de corrompre profondément tous les acteurs publics au dépens du bien commun, ce qui leur permettra progressivement de racketter les sociétés humaines avec la mécanique diabolique des intérêts composés, en condamnant toute la terre aux travaux forcés à leur service. Ceci n'est pas une prévision catastrophiste, c'est le constat historique de ce qui a déjà eu lieu, c'est le bilan actuel de ce que la confiscation progressive du pouvoir monétaire par une bande mafieuse a produit depuis 300 ans.

L'activité bancaire — la souveraineté monétaire — doit être publique : elle doit être un monopole des collectivités, sous le contrôle quotidien des individus.

* * * * *

Lexique

Monnaie :

Monnaie centrale :

Monnaie scripturale :

Crédit :

Souveraineté :

Subsidiarité :

Inflation :

Chômage :

Sommaire

LA SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE enjeu démocratique central pour les populations du monde	1
Introduction	1
A. POURQUOI se préoccuper de la souveraineté monétaire	2
1. LES ENJEUX pour la société de la souveraineté monétaire sont considérables	2
a) LA DETTE EST UN OUTIL DE DOMINATION, un outil d'asservissement, depuis la nuit des temps. LE SOUVERAIN DE LA MONNAIE NE PEUT PAS ÊTRE ENDETTÉ.....	2
b) CELUI QUI PEUT DÉCIDER CE QUI PEUT ÊTRE FINANCÉ (ET CE QUI NE PEUT PAS L'ÊTRE) DÉCIDE DE L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ : s'il n'est pas contrôlé par la société, il en sera le maître.	2
2. L'HISTOIRE des souverains monétaires est l'histoire DE LA RECHERCHE DU POUVOIR	3
a) D'abord les chefs de guerre, les vainqueurs devenus SEIGNEURS, ROIS OU EMPEREURS, veulent créer la monnaie pour exercer leur domination	3
b) Ensuite, LES BANQUIERS (les grands marchands d'argent) aspirent à créer eux aussi la monnaie pour ne plus jamais rien craindre de personne	3
c) Ensuite, LES PLUS PUISSANTS (multinationales et milliardaires) ont milité pour qu'on les autorise à créer librement leurs monnaies privées pour devenir autonomes	4
d) Dans la ligne de cette perspective historique, et pour éviter toute forme de domination, c'est logiquement que LES POPULATIONS devraient, elles aussi, aspirer à devenir le souverain monétaire.....	4
B. COMMENT la souveraineté monétaire s'exprime-t-elle concrètement.....	4
1. Les différents POUVOIRS du souverain monétaire	4
a) Le souverain décide (ou pas) de CRÉER de la nouvelle monnaie.....	4
b) Le souverain fixe le prix de la monnaie : L'INTÉRÊT.....	4
c) Le souverain décide de L'AFFECTATION de la monnaie nouvelle aux projets qu'il juge utiles	5
d) Le souverain décide de la DESTRUCTION de monnaie par l'impôt	5
e) Le souverain décide des outils de CIRCULATION (moyens de paiement) et de STOCKAGE de la monnaie (INDEXATION de tous les contrats sur les prix)	5
2. Peut-on (et doit-on) PARTAGER la souveraineté monétaire ?.....	5
a) Le partage (actuel, tragique) de la souveraineté monétaire ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ	5
(1) La souveraineté monétaire privée des banques commerciales (bc) pour produire la monnaie scripturale (95% de la masse monétaire).....	5
(2) La souveraineté monétaire publique des Banques centrales (BC) pour produire la monnaie centrale (5% de la masse monétaire, et même bientôt 0% quand les bc auront réussi à faire interdire le cash...).....	6
b) Le partage (espéré) de la souveraineté monétaire ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'EXERCICE de l'autorité	7
(1) Souveraineté individuelle.....	7
(2) Souveraineté communale	7
(3) Souveraineté régionale.....	7
(4) Souveraineté nationale	7
(5) Souveraineté continentale voire mondiale.....	7
Conclusion	7
Lexique	8
Sommaire.....	9